

**IV^{ème} REUNION DU COMITE DIRECTEUR INTERNATIONAL
POUR LA PROMOTION ECONOMIQUE DES FEMMES RURALES
22-24 novembre 2000, Dakar, Sénégal**

Allocution de
Dr. Marie Randriamamonjy
Chef du Service des femmes dans le développement
Division de la femme et de la population
Département du développement durable

novembre 2000

*Madame la Présidente du Comité Directeur International pour la promotion
Economique de la Femme rurale,
Mesdames les premières dames,
Honorables invités et distingués participants,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

C'est pour moi un immense privilège de représenter ici, aujourd'hui, la FAO, agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation et de vous transmettre les salutations de son Directeur général, Monsieur Jacques Diouf, dont la dédication à la cause de la femme rurale est bien connue. En dehors de notre deuxième réunion de Bruxelles à laquelle il a participé en personne, des représentants de la FAO ont assisté aux autres manifestations régionales ou sous-régionales des membres du CDI que ce soit en Angola ou tout récemment au Caire. M. J. Diouf a suivi pas à pas l'évolution de votre organisation, depuis son entrée en fonction en 1994, et a toujours répondu présent à vos appels de collaboration et d'assistance. En effet, étant le plus haut responsable de l'agence spécialisée des Nations Unies chargée de l'alimentation, de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire, il est au premier chef concerné par le sort des hommes et des femmes du milieu rural. Mais cette collaboration n'était pas à sens unique car, en octobre 1999, lors de la **"Consultation de haut niveau sur les femmes rurales et l'information"**, Madame Elisabeth Diouf, alors présidente du CDI avait rehaussé de sa présence cet important événement et avait fait une intervention remarquée. A cette occasion, le verdict du Directeur général de la FAO était clair: **"Il n'y aura pas de sécurité alimentaire sans les femmes rurales. Pour atteindre l'objectif immédiat du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, de réduire de moitié les 800 millions d'êtres humains qui souffrent encore de la faim et de la malnutrition, d'ici 2015, et pour pouvoir nourrir d'ici trente ans presque trois milliards de personnes en plus sur la planète, la contribution des femmes rurales sera essentielle"**.

Mais la question est de savoir qui sont-elles en réalité? Que font-elles? De quoi vivent-elles et pourquoi leur rôle est-il si important?

On pourrait à l'infini continuer la liste de questions aussi fondamentales les unes que les autres. Consciente de la dimension du problème qui dépasse le simple aspect humanitaire, votre organisation a décidé de consacrer votre quatrième réunion sous l'égide de son Excellence, Madame Wade, première dame du Sénégal et Présidente en exercice du CDI, à ce thème crucial et, ô combien, d'actualité, sur **"Femmes rurales et information"**.

En ce début du troisième millénaire, nous savons que l'information est le pouvoir. C'est elle qui nous permet d'accéder au savoir et à l'avoir, pour un meilleur être, éléments indispensables d'une intégration paritaire et égalitaire dans les grands courants du développement. Je tiens donc à féliciter le CDI pour cette initiative courageuse et clairvoyante, et vous remercie d'y avoir associé la FAO. En effet, il faut du courage pour continuer à être les porte-paroles et les défenseurs d'une majorité silencieuse, pauvre de surcroît, à qui le droit fondamental à l'information est souvent dénié. Il faut aller à contre-courant du rouleau compresseur de la mondialisation et des intérêts des multinationales pour dénoncer les inégalités et réclamer plus de justice, pour celles qui sont les laissées pour compte de l'éducation, de la formation scientifique et technique, des organisations professionnelles, des recherches technologiques, des finances et du crédit, des grands courants commerciaux, pour ne citer que les plus importants.

Par ailleurs, il faut faire preuve de clairvoyance pour réaliser que le futur de l'humanité repose entre les mains de ces femmes rurales, inconnues et méconnues, et de prévoir que, si la tendance actuelle de féminisation de l'agriculture et de la pauvreté devait s'amplifier dans d'importantes parties de la planète, c'est l'avenir de nos enfants qui est à haut risque.

Une fois de plus, en juin dernier, la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée à Pékin+5 sur le thème "**Femmes 2000: égalité, développement et paix pour le XXI^{ème} siècle**" a attiré l'attention internationale sur le cas spécifique des femmes rurales, qui "**travaillent dans le secteur informel comme agricultrices de subsistance**" et dont les conditions de vie et de travail sont parmi les plus mauvaises, sinon les pires. De plus, elles subissent davantage les conséquences des calamités naturelles, des maladies infectieuses dont le Sida, et de plusieurs formes de violence.

Mais tout cela n'est pas connu du grand public, ou le laisse indifférent. La décision de votre organisation de faire de l'information le thème de votre quatrième réunion vient à point nommé pour renforcer les efforts collectifs de plaidoyer et d'assistance technique pour promouvoir une information sur, pour et avec les femmes rurales.

Je voudrais donc partager aujourd'hui, avec cette auguste assemblée, les expériences de mon organisation dans ce domaine et bénéficier en retour de vos connaissances et expériences, pour le mieux-être de cette catégorie de population, encore négligée aujourd'hui, et qui possède cependant un potentiel énorme.

Je n'en veux pour preuve que le succès grandissant de la Journée Mondiale des Femmes Rurales du 15 octobre, pendant laquelle les jadis "**sans voix**" ont enfin la possibilité de s'exprimer et de démontrer leur vitalité dans la lutte contre la pauvreté et la malnutrition. Le Directeur général de la FAO a choisi le thème pour la journée mondiale de l'alimentation du 15 octobre 1998, "**Les femmes nourrissent le monde**".

Si, d'une part, la contribution des femmes rurales à l'agriculture et à la sécurité alimentaire est pluridimensionnelle, les volets et aspects de l'information n'en sont que plus complexes et pluridisciplinaires, de l'autre.

- Complexe, car mettant en interface d'importants enjeux du développement tant politiques qu'économiques ou bien sociaux, sans parler des considérations juridiques d'égalité de chance et d'accès équitable aux facteurs de production et aux services de base.
- Multidisciplinaire, car devant mobiliser des disciplines techniques allant de la collecte statistique des informations à la réorganisation des médias en passant par la formation et la sensibilisation des dirigeants.

Comme signe de l'importance de ce thème, pratiquement toutes les Conférences internationales de la dernière décennie l'ont inclus dans leur ordre du jour. Elles ont contribué, en particulier, à rendre les femmes rurales plus "**visibles**" et non plus les "**grandes oubliées**" du processus de développement. Elles ont mis en exergue les relations entre développement durable, sécurité alimentaire, parité du genre et information. Elles ont débattu des modes de planification participative et d'évaluation des politiques sensibles au genre, en dénonçant les pratiques erronées dans les diagnostics de situation, l'analyse des systèmes de production qui doivent conduire à la définition des priorités et à l'attribution des ressources. Et ceci, parce que très souvent, on néglige les différences et les complémentarités des fonctions assumées respectivement par les hommes et les femmes.

Les fora internationaux n'ont pas oublié non plus d'examiner le rôle des médias dans la diffusion des informations sur les femmes. Ils ont recommandé en particulier que les images de femmes véhiculées par les médias correspondent à leurs vrais visages dans la vie culturelle, sociale, économique et politique et non uniquement celle de la femme-objet, réductrice de la réalité, et de la valeur humaine des femmes.

De toutes ces analyses, il résulte que les responsables politiques et techniques ne disposent pas d'informations suffisantes, en quantité et en qualité, sur les contributions respectives des hommes et des femmes au développement économique et social. Il est donc urgent de leur fournir des données adéquates en vue de la décision, grâce à une meilleure collecte, une analyse plus complète, une diffusion plus large et plus appropriée, afin qu'ils puissent sélectionner, en connaissance de cause, les priorités économiques et sociales respectueuses de l'équité sociale et du genre, et prendre des décisions d'investissement et d'action.

*Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Honorable invités,*

Permettez-moi de vous présenter la **"Stratégie d'action sur le rôle de l'information pour l'égalité des chances et la sécurité alimentaire"** développée par la FAO et entérinée par les représentants de 130 pays, réunis à Rome en octobre 1999, et dont des copies en anglais, français, arabe et espagnol sont disponibles pour distribution.

Je commencerai par la déclaration de Madame Elisabeth Diouf, ex-présidente du Comité directeur international pour la promotion économique des femmes rurales: **"Briser la chaîne de la sous-information participe au combat que nous devons mener avec détermination, courage et foi pour l'émancipation de la femme rurale. C'est le combat pour l'égalité des droits, pour la dignité humaine, pour la liberté, en un mot, un combat pour la promotion d'une vie de plein épanouissement, une vie de bonheur et d'harmonie"**.

Sur le plan plus technique, la stratégie s'est fixée des objectifs que l'on peut synthétiser comme suit: **"fournir aux décideurs et aux planificateurs des orientations pour obtenir des informations plus approfondies sur la contribution économique et sociale autant des agriculteurs que des agricultrices à la production agricole et au développement rural"**.

La stratégie d'action identifie trois catégories de parties prenantes, à savoir, tout d'abord, celles impliquées dans la production de l'information. Il s'agit des populations rurales, hommes et femmes, ainsi que des statisticiens, des chercheurs et des spécialistes du développement qui, chacun dans son secteur, génèrent, traitent ou analysent des données de type quantitatif ou qualitatif. Ensuite, il y a celles qui sont plus engagées dans la diffusion de l'information. Cette catégorie comprend principalement les organisations de la société civile et les médias. Et enfin, il y a les utilisateurs de l'information, c'est-à-dire les décideurs politiques et les planificateurs, que ce soit au niveau national ou bien international.

Le document, par ailleurs, est basé sur des principes simples qui visent plus de participation et de démocratie :

- le partenariat pour l'action entre parties prenantes;
- la recherche de la diversité de l'information;
- le pluralisme de l'information, impliquant la prise en compte des points de vue de toutes les parties prenantes;
- l'innovation dans la diffusion, notamment par la constitution de réseaux et l'utilisation de nouvelles technologies.

On dénombre trois objectifs principaux :

- a) disposer d'une information sur les femmes rurales, utile à la décision;
- b) rendre publique la contribution des femmes rurales à la sécurité alimentaire;
- c) renforcer les modes de communication entre populations rurales et décideurs.

Afin de déboucher rapidement sur des actions concrètes, chaque objectif est assorti d'une série de mesures, à court terme et à plus longue échéance. Ces mesures sont simples, claires, pratiques, s'adressant à toutes les parties prenantes impliquées. Par exemple, pour l'objectif n° 1, il est conseillé de constituer une équipe pluridisciplinaire entre producteurs et utilisateurs de l'information pour, entre autres, rassembler et exploiter de façon approfondie les données et déterminer les modes de présentation et de diffusion les plus appropriés. Pour l'objectif n°2, il est suggéré

de promouvoir des campagnes d'information et d'accorder des facilités aux médias intéressés au monde rural. L'action, auprès des établissements de formation, des professions de la communication et de l'information, est aussi cruciale. Enfin, pour l'objectif n°3, l'identification de réseaux nationaux et internationaux est soulignée ainsi qu'une plus grande diffusion des décisions politiques, grâce à l'utilisation de moyens modernes et traditionnels de communication.

Enfin, la stratégie d'action comporte des indications/suggestions pour sa mise en œuvre. Celles-ci s'adressent aux instances de décision, sur le plan tant national qu'international, afin que les déclarations se traduisent en actions réelles. Ici, je voudrais lancer un appel aux membres de votre prestigieuse organisation, de bien vouloir examiner les voies et moyens, individuels ou collectifs, pour appuyer les efforts nationaux et internationaux pour la mise en œuvre de cette stratégie! En effet, une organisation comme la vôtre peut faire la différence dans l'adoption de politiques d'information et de communication sur les femmes rurales d'une part, et dans l'application des mesures préconisées de l'autre.

Pour sa part, la FAO s'est engagée à intégrer la stratégie d'action dans ses programmes de travail, dans le cadre de sa mission auprès des pays-membres, notamment dans ses fonctions normatives de fourniture d'avis et de conseils, d'orientations méthodologiques et d'assistance technique.

Je voudrais signaler en particulier notre Centre mondial d'information agricole (WAICENT) dans lequel existe depuis le 8 mars 1999 un site spécial sur le genre. La FAO dispose aussi d'une base de données statistiques dans laquelle sont insérées, de plus en plus, des données désagrégées selon le sexe, recueillies grâce à nos activités de recensement agricole ou d'autres études et enquêtes statistiques. La méthode d'analyse socio-économique selon le genre (ASEG) mise au point par la FAO permet d'améliorer les connaissances des populations rurales, de leurs institutions et des politiques qui les régissent pour une meilleure planification égalitaire, efficace et durable du développement agricole et rural. Le projet DIMITRA, qui édite un guide des organisations et associations travaillant avec les femmes rurales en Europe, Afrique et Moyen-Orient, est aussi un exemple d'outils de

communication et d'information qui, de plus, permet le renforcement institutionnel et politique de ses partenaires.

Pour terminer, permettez-moi de vous relayer le message de Monsieur Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, délivré par Madame Angela King, Sous-secrétaire Générale et Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion des femmes, à la **Consultation de haut niveau** que j'ai mentionnée auparavant: **"Cependant, si aucun moyen n'est mis en œuvre en faveur des nombreuses femmes actives dans les économies rurales, nombre des échecs du modèle classique de croissance se répéteront, augmentant la masse de personnes souffrant de pauvreté absolue, dont les femmes constituent la majorité. Faire fi de l'énergie et de l'ingéniosité des femmes dont le travail non rémunéré contribue pourtant à toutes les formes de richesse de la société, équivaut à un manque de vision du futur et va à l'encontre du but recherché"**.

En conclusion, chacun ou chacune de nous devrait être interpellé(e) pour promouvoir les bases de connaissance de la situation des femmes rurales, sans oublier que l'information est un mode de renforcement du pouvoir, qu'elle est aussi un moyen puissant de négociation, et qu'enfin, elle est un outil indispensable pour la décision à tous les niveaux. Je voudrais donner le mot final à une représentante d'organisations des femmes rurales participant à une de nos réunions: **"L'information nous permet de nous enrichir mutuellement, grâce à nos échanges. Se sentir seules et isolées sont les formes les plus dures de la pauvreté. Etre en communication avec les autres, surtout avec nos sœurs, permet de supporter les dures conditions de vie dans nos campagnes et nous encourage d'aller de l'avant"**.

Je vous remercie de votre attention.